

LA GUERRE D'ALGÉRIE, AUTREMENT

La guerre d'Algérie nous est toujours présentée à travers les exactions de l'armée française, la lutte du FLN pour la libération du peuple algérien ou le coup d'Etat d'un quarteron de généraux à la retraite... Il nous a paru nécessaire d'ouvrir d'autres champs de réflexion en donnant à la parole au Parti du Peuple Algérien, à un écrivain algérien ami de Roblès et de Camus, et enfin de savoir comment une révolution a pu tomber si vite dans la dictature.

Histoire du Parti du Peuple Algérien

La création du *Parti du Peuple Algérien* fut annoncée au cours d'une réunion le 11 mars 1937 à Nanterre, devant 300 militants. Les statuts avaient été déposés à la préfecture de police par la direction de l'*Étoile Nord Africaine*, première organisation nationaliste algérienne de type moderne, dissoute en janvier de la même année par le gouvernement du Front populaire à la demande du gouverneur général d'Algérie.

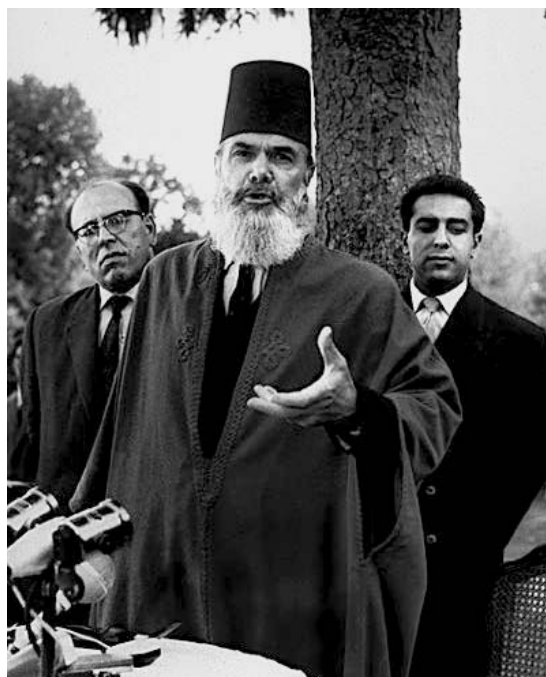
Le programme du nouveau parti reprenait la revendication centrale défendue par l'*Étoile Nord Africaine*, l'indépendance de l'Algérie. Installé dans une posture de contestation politique radicale, il connut une histoire complexe et mouvementée subissant de manière continue la répression des autorités françaises. On s'attachera dans ce texte à évoquer plusieurs éléments qui firent du PPA une organisation politique originale et qui peuvent éclairer le rôle de matrice qu'elle joua dans la naissance des structures nationalistes modernes (*FLN, MNA*).

Le creuset de l'immigration

La naissance de l'organisation dans l'immigration au cœur de la métropole coloniale explique sans doute le fonctionnement assez particulier du mouvement national. Les phases d'expansion et de repli se succédèrent à partir de ce milieu. À

certaines égards, l'immigration joua souvent le rôle de base arrière du mouvement national notamment quand la répression s'avérait trop forte en Algérie (1938-1939 / 1947-1948 / 1954-1962).

Ces conditions spécifiques de l'apparition du parti et ses antécédents (l'*Union inter coloniale* puis l'*Étoile Nord Africaine*) expliquent l'emprunt d'éléments doctrinaux et rhétoriques au mouvement ouvrier français et notamment sa composante communiste. Certains auteurs évoquent volontiers à cet égard la "matrice bolchévique". Outre les références à la Révolution Française et à la Commune de Paris, on retrouve la trace de ces influences dans les modes d'organisation et les formes de militantisme : une sorte de centralisme démocratique (importance de la gouvernance autoritaire), la structuration pyramidale (cellules, kasmats, wilayat), organes de direction empruntés aux partis ouvriers (comité directeur, comité central, etc), la vigueur des débats relatifs à la question syndicale ou à celle des alliances politiques (création ou non d'une organisation



Messali Hadj (1898-1974) / © Keystone

CONFÉRENCES - DÉBATS

■ **Jeudi 3 Décembre**

L'histoire du Parti du Peuple Algérien
avec Jean-René Genty

■ **Vendredi 11 Décembre**

Mouloud Feraoun et Emmanuel Roblès,
2 écrivains dans la tempête
avec Jacqueline Roblès-Macek

■ **Vendredi 18 Décembre**

Transformations sociales et politiques
après la guerre d'indépendance
avec René Gallissot

syndicale spécifique ; adhésion à la CGT ou à une autre organisation, question des relations avec le mouvement communiste ⁽¹⁾) témoignent également de cette réalité très présente dans l'immigration. A cet égard, Messali Hadj incarne de façon assez constante cette dimension originale.

L'enracinement dans la réalité algérienne et plus largement maghrébine

La prise en compte de cette dimension du mouvement national ne doit pas occulter pour autant l'enracinement dans la tradition politique et sociale algérienne voire maghrébine. Pour ce qui concerne la fédération de France, on connaît relativement mal cet aspect du fonctionnement. On peut estimer, sans véritablement disposer d'études précises, par exemple que la dimension religieuse fut importante notamment dans ses manifestations confrériques ⁽²⁾. L'appartenance aux confréries a pu fournir des modes de comportement voire d'organisation relevant de la semi clandestinité. Cet aspect fut particulièrement affirmé en Algérie notamment lorsque le parti s'implanta massivement dans les campagnes après 1945. Cette dimension religieuse qui peut être considérée comme une manifestation de la volonté de s'arc-bouter à la réalité culturelle de la société algérienne fut, elle aussi, portée par un dirigeant comme Messali Hadj. Par sa manière de s'habiller, par sa façon de s'adresser aux foules participant aux réunions publiques ou à travers le système des audiences à Niort, et plus tard à Gouvieux, le Zaïm s'inscrivait pleinement dans cette tradition.

Chronologie du PPA

Juin 1926 : création de l'Étoile Nord Africaine qui affiche comme objectif principal l'indépendance de l'Algérie
Nov. 1929 : dissolution de l'Étoile. Rupture de Messali avec le PCF
Mai 1933 : relance de l'Étoile. Messali président
Juin 1936 : l'Étoile décide de se joindre au rassemblement de Front Populaire
Janv. 1937 : dissolution de l'Étoile Nord Africaine (opposition au projet Blum-Violette)
Mars 1937 : création du Parti du Peuple Algérien
Juillet 1937 : arrestation et procès des dirigeants du PPA
Mars 1941 : condamnation de Messali. Internement à Lambèse
Mai 1945 : soulèvement et massacres du Constantinois
Oct. 1946 : création du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD)
Févr. 1947 : premier congrès du MTLD. Création d'un organisme paramilitaire, l'Organisation Spéciale (l'OS)
Mai 1952 : Messali Hadj est assigné à résidence en France
Avril 1953 : deuxième congrès du MTLD : l'opposition entre les membres du comité central et Messali Hadj surgit au grand jour
Mars 1954 : apparition du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA) qui donnera naissance au FLN
Juillet 1954 : les partisans de Messali (comité de salut public) organisent le congrès d'Hornu, en Belgique. Désignation du Conseil National de la Révolution
1er novembre 1954 : insurrection lancée par le FLN
Déc. 1954 : création du Mouvement National Algérien
Janvier-été 1955 : négociations MNA/FLN se soldant par un échec
Févr. 1956 : fondation à Alger de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens (USTA)
Février-mars 1956 : début des affrontements MNA/FLN
1er novembre 1957 : appel de Messali pour une trêve avec le FLN
Oct.-nov. 1957 : élimination physique par le FLN de la direction de l'USTA
Juin 1958 : Messali se rallie aux propositions de De Gaulle sur l'autodétermination
Mai 1961 : Messali refuse de participer à la conférence d'Évian
Juin 1974 : mort de Messali en France. Le Zaïm est enterré à Tlemcen

Article 3 des statuts de l'Étoile Nord Africaine (février 1928)

« L'association a pour but fondamental l'organisation de la lutte pour l'indépendance des trois pays de l'Afrique du Nord. Elle dénonce et lutte contre toute oppression coloniale, mais prend particulièrement en main la défense des intérêts matériels, moraux, politiques et sociaux des populations nord-africaines. »

Déclaration du Bureau politique du Parti du Peuple Algérien (avril 1937)

« En repoussant l'assimilation, le Parti du peuple algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie, sans pour cela se séparer de la France. L'émancipation de l'Algérie sera l'œuvre de ses enfants et l'aide effective du peuple français qui doivent, tous les deux, collaborer pour le bien-être général des deux pays et pour leur sécurité. (...) L'action du Parti du peuple algérien ne sera ni lutte de race ni lutte de classe ; aux autres communautés vivant chez nous, il tendra fraternellement la main, sans tenir compte de leur race et de leur religion ; la seule condition qu'il demandera à tous, c'est l'union de tous et la participation de tous à la direction politique, économique et sociale de notre pays. »

Le fonctionnement du parti et l'importance des crises internes

Assez rapidement, le parti connut un fonctionnement qui s'enracina peu à peu dans un système de crise permanente. Dès l'origine, il devait connaître des tensions internes fortes résultant de l'hétérogénéité sociale et géographique du recrutement, de la répression pesante exercée par les pouvoirs coloniaux et de l'absence de résultats immédiatement concrets. Ce système de tension permanente et de crises ouvertes fut régulé tant bien que mal par des alliances mouvantes et par l'autorité morale exercée sans partage par Messali au moins jusqu'à la fin des années quarante.

Plusieurs de ces caractéristiques entrèrent peu à peu en opposition et provoquèrent une tension telle que le mouvement explosa à l'occasion notamment de la question du recours à la lutte armée donnant naissance au *Front de Libération Nationale* et au *Mouvement National Algérien*. Même si le second se voulut résolument dans la continuité de l'Étoile Nord Africaine et du Parti du Peuple Algérien, la composition de l'immigration et les profils des militants recrutés attestèrent d'une profonde évolution par rapport aux années d'avant-guerre.

Jean-René Genty

Notes

(1) Si l'Étoile Nord-Africaine est créée sous les auspices de la section coloniale du Parti Communiste, le mouvement acquiert son autonomie en prenant notamment position au sujet de l'indépendance.

(2) Une des rares exceptions : l'étude publiée par Michel Renard sur "Observance religieuse et sentiment religieux chez les Nord-Africains en métropole. 1952-1958" dans "Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie" (sous la direction de) J-C Jauffret (Autrement, 2003).

La guerre dans la guerre : victimes des affrontements entre le MNA et le FLN en métropole

	1956	1957	1958	1960	1961	1962
morts	78	837	959	715	529	878
blessés	558	3223	1982	931	642	982

(sources : Ali Haroun et JORF du 14/04/62)

Mouloud Feraoun (1913-1962)

Mouloud Feraoun, l'un des écrivains algériens d'expression française les plus connus dans son pays et dans le monde, est né en 1913 dans le village de Tiizi Hibel. C'est l'école, puis l'Ecole normale, qui lui permettent d'échapper à sa condition : celle d'un paysan pauvre, attaché à sa terre, la terre aride des montagnes de Haute Kabylie. Devenu instituteur dans des villages de Kabylie, puis à Fort National, il est pris entre son travail d'éducateur, toujours en quête de méthodes pédagogiques vivantes pour ses élèves auxquels il se consacre sans compter, son statut de notable auquel chacun fait appel, son rôle de lien entre deux communautés qui se méconnaissent et s'ignorent ; sollicité par tous, il est, quand la guerre éclate, soupçonné tant par l'administration française que par le FLN de pencher pour le bord ennemi. Pourtant, il trouve le temps et l'énergie d'écrire : romans, correspondance, articles, plus tard son journal. Car Emmanuel Roblès, son condisciple à l'Ecole normale, qu'il retrouve en 1950, le fait entrer aux Editions du Seuil où il dirige la collection "Méditerranée". Il y publie l'ensemble de son œuvre.

Roblès l'encourage à rédiger les observations dont il lui fait part lors de leurs rencontres, dans un journal. Ce que Feraoun entreprend en novembre 1955, exactement un an après le début de l'insurrection. Il ne s'agit pas d'un journal intime. Feraoun rapporte des faits, tels qu'il en est le témoin, tels qu'ils lui sont relatés, avec toutes les versions dont il a connaissance au fur et à mesure, et le souci quasi obsessionnel de relater tout ce qui se passe, toutes les réactions, tous les échos dans les journaux, à la radio. Il joint des coupures de presse, des tracts, des lettres de menaces. Il abandonnera plusieurs fois la rédaction de son journal : des jours, des semaines, des mois, car, note-t-il souvent « *A quoi bon ?* ». Il rapporte les horreurs commises par l'armée française : massacres, exécutions sommaires, destructions, tortures, viols, ratissages des villages, et dénonce tout autant les exactions dont sont responsables les rebelles. Mais aussi il constate l'aveuglement et l'incompréhension des Français : « *Les Français sont restés dédaigneusement à l'écart. (Ils) sont restés étrangers. Ils croyaient que l'Algérie c'étaient eux. Maintenant nous leur disons : non messieurs, l'Algérie c'est nous. Vous êtes les étrangers sur nos terres* ». Les Français ne connaissaient pas et ne souhaitaient pas connaître le peuple qu'ils exploitaient. Pour eux, un indigène est « *un personnage plus ou moins sale, plus ou moins loqueteux, plus ou moins antipathique* ». Désormais il est trop tard pour que les Français se contentent de reconnaître leurs erreurs alors que les Algériens réclament des comptes, c'est-à-dire autre chose que l'aveu de la culpabilité : « *Les comptes, c'est la reconnaissance de notre droit à vivre, de notre droit à l'instruction et au progrès, de notre droit à être libres* ». Il rédige ce journal sur des cahiers d'écolier qu'il cache au milieu des cahiers d'élèves. Il en confie certains à Emmanuel Roblès, qui les cache dans son jardin.

Roblès et lui se rencontrent très souvent et parlent beaucoup. Ils ne partagent pas le même point de vue. Un temps, Roblès croit encore possible une cohabitation des communautés au sein d'une Algérie dotée d'un statut particulier. La *Fédération des libéraux*, dont il est membre, organise en 1956 une réunion au cours de laquelle Camus lance un appel à la trêve civile. Feraoun écrit dans son journal : « *Ils (Roblès et Camus) ont tort de parler puisqu'ils ne sauraient aller au fond de leur pensée. Car enfin ce pays s'appelle l'Algérie et ses habitants les Algériens ? Etes-vous Algériens, mes amis ? Votre place est à côté de ceux qui luttent* ». En mars 1956, de passage à Alger, il passe la nuit à la maison : « *Roblès est à peu de chose près, dans le même état que moi. Nous ne nous sommes jamais sentis aussi près l'un de l'autre et nous étions au même point malheureux et las* ». Fin 1956 : « *Dans cette faillite de la camaraderie et de l'amitié, la sienne m'est restée fraternelle et*

entière. Mais Roblès n'est pas seulement un ami ou un Français. Je ne lui donne aucune patrie car il est de n'importe où, c'est à dire exactement de chez moi. Pauvre ami, tu es encore plus à plaindre que moi et ton désarroi d'Algérien non musulman est encore plus pathétique ». Feraoun ne croit plus dans les promesses de l'administration coloniale, mais considère que l'Algérie libre peut accueillir tous ceux qui ont à cœur la justice et la liberté pour tous les Algériens ; pour lui, Roblès et Camus sont de ceux là. Roblès comprend vite qu'il est trop tard pour envisager un maintien de l'Algérie dans la sphère française, mais comme Camus, il condamne les attentats aveugles. Feraoun est plus nuancé : « *Je comprends fort bien l'un et l'autre, mais je voudrais qu'ils me comprennent aussi* ». Après le départ de Roblès d'Algérie, leurs relations épistolaires se poursuivent. Feraoun, nommé inspecteur des Centres sociaux éducatifs fondés par Germaine Tillion, vient de temps en temps à Paris. C'est l'occasion de rencontres, toujours empreintes de tristesse devant le chaos qui gagne l'Algérie. Les deux amis continueront à s'écrire, se voir, se soutenir l'un l'autre. Le 15 mars 1962, un commando de l'OAS fait irruption à El Biar où se tenait une réunion de travail des centres sociaux ; 6 inspecteurs, dont Feraoun, sont alignés contre un mur et assassinés à la mitrailleuse. Après cet assassinat, Roblès aura à cœur de faire éditer les inédits de Feraoun et lui consacra de nombreuses conférences à travers le monde.



Emmanuel Roblès, Mouloud Feraoun et ses fils en 1952
© Jacqueline Roblès-Macek

On a dit de Feraoun qu'il ne s'engageait pas, qu'il restait au-dessus des mêlées partisans, en observateur lucide et meurtri, qu'il ne prenait pas nettement position. Pourtant tout son journal est un témoignage de son engagement au côté des Algériens ; à plusieurs reprises, il a souhaité le faire publier, mais Roblès et le Seuil ont refusé pour ne pas le mettre en danger. Il s'est engagé physiquement aussi : lorsqu'il suit les mots d'ordre de grève du FLN malgré les représailles auxquelles les soumettent les autorités françaises ; lorsqu'il refuse de participer à des manifestations officielles à la gloire de la colonisation ; lorsqu'il reste parmi les siens dans la tourmente (à Paris, ses amis ont cherché à le faire venir et lui avaient trouvé un poste dans la capitale). Voici ce qu'il écrivait en 1957 : « *Je sais que je peux mourir aujourd'hui, être fusillé demain. Je sais que j'appartiens à un peuple digne et grand qui vient de secouer un siècle de sommeil où l'avait placé une injuste défaite, que rien désormais ne saurait l'y replonger* ».

Jacqueline Roblès-Macek

Transformations sociales et conséquences politiques de la guerre d'indépendance

La guerre d'Algérie, celle conduite par les gouvernements français et l'armée française de conscription est une guerre de réaction coloniale ultime qui dure plus longtemps encore sous la Ve République plébiscitaire que sous la IVe parlementaire. Si De Gaulle est réputé être le seul homme politique susceptible de faire la paix, il était aussi le seul homme politique capable de faire durer la guerre aussi longtemps ; elle fut alors plus massive et destructrice.

Vue d'Algérie, cette guerre d'indépendance nationale marque des aboutissements, des ruptures et des reconversions sociales.

1) Le déracinement. L'achèvement, si l'on peut dire, du bouleversement colonial renouvelle le cantonnement et les déplacements de populations. Les regroupements déplacent plus du tiers de la population (villages SAS) et accélèrent donc la prolétarianisation, sans parler des camps de détention et de la croissance des bidonvilles. Avec l'exode des colons européens s'accomplit un double investissement des Algériens, celui des villes (biens vacants), et celui des places dans l'Etat par la promotion dans les fonctions économiques et de services.

2) Le reclassement par l'Etat. Par la prépondérance des colons "européens", la domination sur les colonisés met les classes sociales plus ou moins différenciées, en position subalterne, sauf collaboration coloniale avantageuse. Avec la guerre et l'indépendance, il y aura des rétablissements de familles bourgeoises et la montée de parvenus. Globalement, l'indépendance nationale, se définit comme la réponse au déclassement économique, par le reclassement politique ; la nation signifie l'appropriation de l'Etat par les nationaux (hiérarchie de fonctions, positions dirigeantes). Après les nationalisations-étatisation, la privation est aujourd'hui la privatisation interne de l'Etat et d'un Etat enfermé dans ses frontières englobant le Sahara. La propagande et les médias entretiennent l'état d'esprit d'insurrection contre l'étranger (Maroc compris dans le complot du monde entier contre l'Algérie).

Les cycles de CONFÉRENCES / DÉBATS



se tiennent à la
Bourse du Travail de St-Denis
de 19h00 à 21h00

L'Université Populaire de St-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle.

BIBLIOGRAPHIE

Charles-André Ageron (dir.) : La guerre d'Algérie et les Algériens, 1954-1962 (Colin, 1997)

Claude Collot, Jean-Robert Henry : Le mouvement national algérien, textes, 1912-1954 (L'Harmattan, 1978)

Jean-René Genty : Le mouvement nationaliste algérien dans le Nord (1947-1957), Fidaou al Djazaïr (L'Harmattan, 2008)

Mohammed Harbi : Les archives de la Révolution Algérienne (Jeune Afrique, 1981)

Mohammed Harbi : Le F.L.N., mirage et réalités, des origines à la prise du pouvoir (Jeune Afrique, 1980)

Mahfoud Kaddache : Histoire du nationalisme algérien (Alger, SNED, 1980)

Jacques Simon : Le PPA, 1937-1947 (L'Harmattan, 2005)

Benjamin Stora : Les sources du nationalisme algérien, parcours idéologiques, origines des acteurs (L'Harmattan, 1988)

Oeuvres de Mouloud Feraoun :

Le fils du pauvre, La terre et le sang, Les chemins qui montent, Journal 1955-1962, etc. (Le Seuil)

Oeuvres d'Emmanuel Roblès :

Les hauteurs de la ville, Cela s'appelle l'aurore, Saison violente, L'homme d'avril, Camus frère de soleil, Montserrat, etc. (Le Seuil)

3) L'arabo-islamisme. Répondant à l'intériorisation de l'Islam dans le mouvement national, et par l'exode des Européens et des Juifs, il n'y a plus en Algérie que des nationaux musulmans. Par élimination du MNA messaliste, le FLN a repris l'idéologie offerte (sur le tard) par les Oulémas. La définition de la citoyenneté-nationalité algérienne s'est faite en 1963, sur la base du statut musulman. Comme ailleurs (cf. Moyen-Orient, sous-continent indien et Indonésie), pour interdire l'accès aux droits civils et politiques, la colonisation a régné en tenant les "indigènes" sous statut de discrimination confessionnelle et ethnique, sans parler de la paupérisation culturelle. De là l'exacerbation des conflits linguistiques et des aspirations à la revanche de la petite intelligentsia cléricale. L'arabo-islamisme est devenu l'idéologie du nationalisme d'Etat.

4) L'Etat militaire-policière. Il est vrai qu'il se constitue dans les appareils armés aux frontières avant l'indépendance (cf. Mohammed Harbi), mais l'Etat colonial par conquête et occupation (Bureaux arabes et Communes mixtes) était déjà dans sa présence modélisante, la forme étatique garantissant le pouvoir civil arbitraire des colons par les mairies et l'administration (les milices coloniales sont armées, y compris les milices dites patriotiques de 1945). L'indépendance en Algérie, à la différence de la Tunisie et plus encore du Maroc, marque une certaine solution de continuité par la nécessité de construire l'Etat sécuritaire, et l'Etat économique et national social. La guerre d'indépendance veut la prééminence du pouvoir militaire qui structure l'Etat politique sous la légitimation du FLN. Certes, principalement dans la tête des intellectuels, on assiste à une apothéose du nationalisme développementaliste. Comme ailleurs, l'usure du nationalisme moderniste laisse place à l'eschatologie du retour du religieux. Après le mouvement d'émancipation nationale, selon Spinoza (République des Pays-Bas), la réaction (ou contre-révolution) voit le triomphe des nouveaux barbares : les militaires (familles féodales et *staathouder*), et les cléricaux (intégristes calvinistes en l'occurrence) ; une société civile n'étant ni militaire ni cléricale... ■

René Gallissot